

« Commentaires d'un économiste sur la lettre pastorale des évêques canadiens »

Louis Ascah

L'Actualité économique, vol. 59, n° 2, 1983, p. 344-349.

Pour citer ce document, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/601219ar>

DOI: 10.7202/601219ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Commentaires d'un économiste sur la lettre pastorale des évêques canadiens

Louis ASCAH,
Département d'économie, Université de Sherbrooke

La récente lettre pastorale de la Commission des affaires sociales de la Conférence des évêques catholiques du Canada (1983) a créé un remous au niveau du discours au sujet de la crise¹. Dans cette lettre les évêques font référence à deux principes fondamentaux : premièrement, l'option préférentielle pour le pauvre, l'affligé et l'opprimé et, deuxièmement, la valeur spéciale et la dignité du travail humain (265). Se basant sur ces principes, les propositions les plus importantes (à mon avis) des évêques sont d'accorder la priorité au chômage et non à l'inflation comme problème numéro un de la crise actuelle et une plus grande importance à la responsabilité sociale pour maintenir les services de santé et les avantages de la sécurité sociale à un niveau suffisant et garantir une aide spéciale aux victimes de la crise (265-6).

Je partage cette option préférentielle des évêques et je suis d'accord avec les propositions de politique économique ci-haut mentionnées². (Comme il sera évident plus loin, je ne suis pas nécessairement d'accord avec toutes les autres recommandations des évêques). Cependant, leur analyse économique est en général trop simplifiée et renferme des erreurs.

Il faut regretter ces failles dans l'analyse car elles permettent aux opposants de la thèse des évêques de pouvoir facilement les critiquer et ainsi mettre en doute la validité de tout leur texte. Ce résultat est d'autant

1. À partir de maintenant les références au texte des évêques n'indiqueront que le numéro de la page.

2. La plupart des économistes partageraient probablement cette option préférentielle. Les différences entre économistes sont plutôt au niveau des conséquences prévues des politiques économiques et la méthode appropriée d'aider les moins fortunés. Ainsi Block (1983) économiste sénior à l'Institut Fraser commente la lettre des évêques de la façon suivante : « *However it is one thing to identify with the oppressed emotionally; it is quite a different matter to fashion programs which will actually help them* ». Les Friedman (1979, 137) s'objectent à l'interprétation voulant que le capitalisme soit un système qui exploite les pauvres : « *Nothing could be further from the truth. Wherever the free market has been permitted to operate, wherever anything approaching equality of opportunity has existed, the ordinary man has been able to attain levels of living never dreamed of before* ».

plus regrettable que les principales propositions des évêques ne sont pas mises en cause par ces failles et qu'un texte sans erreur aurait pu avoir plus d'impact.

Ce court commentaire traitera de l'opposition aux évêques, de la simplification et de quelques erreurs dans l'analyse de la lettre pastorale.

Opposition aux évêques

Les évêques s'attaquent aux politiques économiques actuelles et aux inéquités du système actuel en prenant « pour acquis que les besoins des pauvres ont préséance sur les désirs des riches, que les droits des travailleurs passent avant ceux du capital, et que la participation des groupes marginaux prend le pas sur le maintien d'un système qui les exclut. » (265).

Même si le texte des évêques était sans faute, il ne faudrait pas se surprendre de voir le gouvernement responsable des politiques actuelles et ceux qui tirent les plus grands avantages du système actuel s'opposer à ceux qui les critiquent. Il n'y a pas non plus de surprise à les voir mettre en doute l'à propos de la participation des évêques à ce débat.

Les jugements quant à l'opportunité des évêques de participer à ce débat semblent plutôt fonction de leurs conclusions que de leur implication en soi. En effet les représentants de l'ordre établi ne semblaient pas trop s'offusquer lorsque l'Église tenait des propos d'une autre nature. (Et il faut noter que l'Église n'a plus le même discours qu'au début du siècle)³. Monière (1977, 256) rapporte que lors de l'implantation du syndicalisme catholique au Québec la doctrine sociale de l'Église prônait (entre autres) que « les rapports sociaux doivent être organisés sur la base de la collaboration des classes, de la charité et de la justice. Dans cette perspective, le capital et le travail sont complémentaires et doivent coexister en harmonie, c'est du moins ce que prescrit Léon XIII dans *Rerum Novarum* ».

L'ordre établi ne semble pas avoir trop critiqué cette thèse ni son reflet dans la constitution de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada (maintenant la Confédération des Syndicats Nationaux) qui se lisait en partie comme suit :

« La C.T.C.C. réprovoque en principe et en pratique la théorie de ceux qui prétendent que le capital, les capitalistes et les employeurs sont des ennemis

3. Joan Robinson (1970, 44) parle du rôle traditionnel de la religion à l'ère féodale en ces termes : « *Agents and strong-arm men are employed to make sure that the tenants pay up, and the priest, sharing their ample fare, preaches resignation to the poor* ».

nés du travail, des travailleurs et des salariés. Elle prétend au contraire, qu'employeurs et employés doivent vivre en s'accordant, en s'aidant et en s'aimant...»⁴

Simplification (ou la recherche du profit est-elle un péché?)

Le système capitaliste de libre entreprise a des avantages et des inconvénients. Certains auteurs, dont les Friedman (1979), ont une vision simplifiée de ce système et n'y voient que des avantages. La main invisible de la compétition parfaite sert le consommateur, récompense le travail et le talent, et maximise l'efficacité et le bien-être tout en empêchant les abus de pouvoir. Le gouvernement, relativement plus inefficace et dont les politiques peuvent avoir des conséquences fâcheuses inattendues, doit prendre la plus petite place possible dans l'économie. Ce système tend aussi à promouvoir la liberté tel qu'indiqué par les titres des volumes des Friedman cités⁵. Gilder (1981, 23) va plus loin en soutenant que le capitalisme commence par un don à la société par le capitaliste et fait appel à un esprit qui ressemble à de l'altruisme.

Toutefois, l'histoire démontre que le capitalisme à l'état brut mène à l'exploitation, à l'inéquité, à l'injustice et à l'insécurité. Ainsi, par exemple, puisque le capitalisme ne rémunère les ouvriers que s'ils sont productifs, les revenus des travailleurs et de leur famille sont affectés par les accidents, par le chômage, par la maladie et par la retraite. Cependant, le capitalisme peut être, et il l'a été, humanisé. Par exemple, au Canada les régimes d'assurances sociales ont contribué à réduire l'insécurité du revenu des travailleurs pour les éventualités mentionnées⁶. Toutes les autres initiatives qui ont contribué à faire progresser le système économique ne sont pas discutées ici. Ceci ne veut pas dire que le progrès a été facile ni que le système actuel ne peut pas être amélioré mais plutôt que les critiques devraient porter sur le système tel qu'il est et non sur une représentation imaginaire d'un système darwinien à l'état pur⁷.

Les évêques présentent une vision simplifiée du système économique mais dans le sens contraire de la perception des Friedman et de Gilder. Ils notent la réaffirmation de la « loi du plus fort » comme principe suprême de l'économie et du danger d'attacher « plus d'importance à l'accumulation des profits et aux machines plutôt qu'aux travailleurs. » (267) Ils ne

4. Cité par Tremblay (1972, 25).

5. Galbraith (1981, 15) commente ainsi ces références à la liberté : « *Taxes do reduce the freedom of the taxes to spend their own money... It is the unfortunate habit of those who speak of the effect of government on freedom that they confine their concern to the loss of freedom for the affluent. They fail to consider the way income creates freedom for the indigent.* »

6. À ce sujet on peut consulter Poulin-Simon (1981).

7. Les évêques écrivent (267) : « Il se peut que les théories darwiniennes expliquent en partie les règles du monde animal, mais comme « règles de vie », elles sont, quant à nous, moralement inacceptables pour la communauté humaine ».

nuancent pas leur propos dans le sens mentionné plus haut. Ils écrivent (268) : « Il faut accorder préséance, non pas à la maximisation des profits et à la croissance, mais à la satisfaction des besoins humains de tous... » Ils ne mentionnent pas comment la recherche des profits ne se fait pas dans un vacuum indépendant des besoins humains. Une entreprise ne fait pas beaucoup de profits en produisant un bien dont personne ne veut ou en tentant de le vendre à un prix trop élevé par rapport à ses concurrents. Ils ne mentionnent pas comment la croissance économique mène à une augmentation du revenu national qui peut permettre une amélioration des programmes sociaux qu'ils réclament d'autre part.

Je suis conscient que même mes commentaires sont brefs à outrance et ne reflètent pas adéquatement une réalité complexe, mais il n'en demeure pas moins que la vision de l'économie présentée par les évêques est trop simplifiée.

Erreurs

Le texte des évêques renferme aussi plusieurs erreurs. Trois exemples sont donnés.

Premièrement, les évêques écrivent (266) : « Pour rétablir leur marge de profit et effectuer de nouveaux investissements, ces entreprises ont dû couper leur production, mettre des employés à pied et écouler leurs stocks provoquant ainsi un ralentissement économique et un chômage qui monte en flèche ? Les entreprises ne font pas des profits en mettant les ouvriers à pied et en produisant moins. Les entreprises veulent produire. Les constructeurs d'automobiles et les entrepreneurs en construction seraient certainement heureux de pouvoir augmenter leur volume de ventes et de production. Dubuc (1983) a raison d'affirmer que : « Le tout a plus de sens à l'envers : les entreprises ont coupé la production parce qu'elles n'arrivaient plus à vendre en raison de la récession. » De plus, il serait surprenant que les entreprises soient portées à investir lorsqu'elles n'utilisent pas leur capacité de production existante.

Deuxièmement, les évêques voient d'un mauvais oeil le modèle de développement « axé vers l'exportation (fournissant des ressources ou des biens aux marchés étrangers plutôt que répondant aux besoins fondamentaux des gens d'ici) » (269). Cependant, il peut être profitable pour un pays de vendre à l'étranger, de développer les secteurs ayant un avantage comparé et d'importer des biens produits plus efficacement à l'étranger. Est-ce que le Canada devrait cesser de produire du blé (fournissant des biens aux marchés étrangers) et se lancer dans la culture des bananes (répondant aux besoins fondamentaux des gens d'ici) ?

Troisièmement, les évêques prônent « Les industries à fort coefficient de main-d'œuvre, l'utilisation d'une technologie moyenne... » (269). La

solution au chômage n'est pas d'utiliser des méthodes moins productives. Il faut viser à être les plus productifs possibles tout en n'ayant pas de chômage par le moyen d'une augmentation de production. C'est la productivité qui est la source de la richesse de notre société. Est-ce que pour augmenter l'emploi le Canada devrait cesser d'utiliser des tracteurs et faire travailler plus de gens à la bêche?

Conclusion

Les évêques ont raison de vouloir accorder la priorité à la lutte au chômage et aux victimes réelles de la récession. Cependant, la lettre pastorale des évêques présente une vision trop simplifiée de l'économie et renferme des erreurs. Les propositions principales des évêques ne sont pas mises en cause par ces faiblesses de leur analyse. C'est-à-dire que (s'inspirant de l'approche des évêques) ces conclusions pourraient être obtenues par une analyse plus poussée et correcte⁸. Il faut espérer que les évêques continueront à s'immiscer dans le débat en défendant les principes mentionnés plus haut mais avec une analyse qui prête moins facilement aux critiques.

8. Une argumentation en faveur d'une politique de plein emploi se retrouve dans le livre de Bellemare et Poulin-Simon (1983). On peut aussi faire référence à Bellemare (1983) et Ingerman (1983).

BIBLIOGRAPHIE

- BELLEMARE, DIANE (1983), « Commentaires sur la déclaration des évêques », *Bulletin de Liaison-Association d'économie politique*, mars 1983, 2-3.
- BELLEMARE, DIANE et LISE POULIN-SIMON (1983) *Une politique de plein emploi : pourquoi ?*, L'Institut de Recherche appliquée sur le travail, Le Labrev et les Presses de l'Université du Québec.
- BLOCK, WALTER (1983), « Why Criticize Capitalism when It's Not Our System? », *The Financial Post*, 9 avril 1983, p. 8.
- Commission des affaires sociales de la Conférence des évêques catholiques du Canada (1983), « La crise économique actuelle — lettre pastorale aux chefs politiques et aux citoyens canadiens », *L'Église canadienne*, 6 janvier 1983, pp. 265-271.
- DUBUC, ALAIN (1983), « Les évêques et l'économie : la multiplication des pains », *La Presse*, Montréal, samedi le 8 janvier 1983.
- FRIEDMAN, MILTON (1962), *Capitalism and Freedom*, University of Chicago Press, Chicago.
- FRIEDMAN, MILTON and ROSE (1979), *Free to Choose*, Avon Books, New York.
- GALBRAITH, JOHN KENNETH (1981), « The Conservative Onslaught » dans David Crane ed. *Beyond the Monetarists — Post-Keynesian Alternatives to Rampant Inflation, Low Growth and High Unemployment*, Canadian Institute for Economic Policy, Ottawa.
- GILDER, GEORGE (1981), *Wealth and Poverty*, Bantam Books, New York.
- INGERMAN, SIDNEY (1983) 6 & 5 — *The Bankruptcy of Liberal Economic Policy*, Canadian Centre for Policy Alternatives, Ottawa.
- MONIÈRE, Denis (1977), *Le développement des idéologies au Québec ; des origines à nos jours*, Éditions Québec/Amérique, Montréal.
- POULIN-SIMON, LISE (1981), *Les assurances sociales — pour une sécurité du revenu des salariés*, Institut de Recherche appliquée sur le travail, Montréal.
- ROBINSON, JOAN (1970), *Freedom & Necessity — An Introduction to the Study of Society*, George Allen & Unwin, London.
- TREMBLAY, LOUIS-MARIE (1972), *Le syndicalisme québécois — Idéologies de la C.S.N. et de la F.T.Q. 1940-1970*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal.